

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



11/11/78
Distr.
GENERALE
S/12704
1er mai 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION
423 (1978) DU CONSEIL DE SECURITE RELATIVE A LA QUESTION CONCERNANT
LA SITUATION EN RHODESIE DU SUD

1. A sa 2067ème séance, tenue le 14 mars 1978, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 423 (1978) relative à la question concernant la situation en Rhodésie du Sud. Le texte de la résolution est le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions relatives à la question de la Rhodésie du Sud et en particulier la résolution 415 (1977) du 29 septembre 1977,

Réaffirmant que la persistance du régime illégal en Rhodésie du Sud est une source d'insécurité et d'instabilité dans la région et constitue une grave menace contre la paix et la sécurité internationales,

Gravement préoccupé par le fait que le régime illégal continue à effectuer des opérations militaires, y compris des actes d'agression contre des Etats indépendants voisins,

Indigné par le fait que le régime illégal continue d'exécuter des combattants de la liberté,

Considérant qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures pour mettre fin au régime illégal et instaurer le gouvernement par la majorité,

1. Condamne toutes tentatives et manoeuvres du régime illégal visant à maintenir au pouvoir une minorité raciste et à empêcher le Zimbabwe d'accéder à l'indépendance;

2. Déclare illégal et inacceptable tout règlement interne conclu sous les auspices du régime illégal et demande à tous les Etats de ne reconnaître d'aucune façon un tel règlement;

3. Déclare en outre que la dissolution rapide du régime illégal et le remplacement de ses forces militaires et de police sont la première condition préalable du rétablissement de la légalité en Rhodésie du Sud pour permettre que des dispositions soient prises en vue d'un passage pacifique et démocratique au gouvernement par la majorité et à l'indépendance véritables en 1978;

4. Déclare également que les dispositions envisagées au paragraphe 3 comprennent l'organisation d'élections libres et loyales au suffrage universel des adultes sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies;

5. Demande au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin au régime minoritaire raciste illégal en Rhodésie du Sud et réaliser la véritable décolonisation du territoire conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à d'autres résolutions de l'Organisation des Nations Unies;

6. Considère qu'avec l'assistance du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Royaume-Uni en tant que Puissance administrante devrait engager immédiatement des consultations avec les parties intéressées en vue d'atteindre les objectifs de la véritable décolonisation du territoire par l'application des paragraphes 3, 4 et 5 ci-dessus;

7. Prie le Secrétaire général de présenter, au plus tard le 15 avril 1978, un rapport sur les résultats de l'application de la présente résolution."

2. Comme suite à la demande qui m'a été adressée dans la résolution 423 (1978) du Conseil de sécurité, j'ai rencontré le 27 mars 1978 le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies et je lui ai fait savoir que j'étais disposé à coopérer avec son gouvernement, de toutes les façons possibles, afin de faciliter la tenue immédiate de consultations entre le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, et les parties intéressées. Le représentant permanent m'a informé des efforts envisagés par le Royaume-Uni en collaboration avec les Etats-Unis d'Amérique pour engager une nouvelle série de consultations avec les parties intéressées. J'ai signalé que mon représentant, le général Prem Chand, serait en mesure d'assister à toutes les consultations qui pourraient être organisées.

3. La Puissance administrante, ainsi que mon propre représentant, m'ont tenu au courant de tous les faits nouveaux pertinents qui se sont produits au cours des consultations. En outre, je me suis longuement entretenu de la situation avec le Secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth, M. David Owen, lors de la visite qu'il a faite récemment au Siège de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que durant le séjour que j'ai moi-même effectué en avril à Londres. J'ai été également en contact étroit avec le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Cyrus Vance.

4. Comme il ressort des faits relatés ci-après, le Gouvernement du Royaume-Uni, ainsi qu'il était envisagé au paragraphe 6 de la résolution ci-dessus, a continué ses consultations avec les parties intéressées en vue de convoquer une conférence de toutes les parties dont l'objectif déclaré serait d'assurer "un passage pacifique et démocratique au gouvernement par la majorité et à l'indépendance

véritables en 1978". Comme ces consultations se sont poursuivies pendant le mois de mars et la plus grande partie du mois d'avril, j'ai retardé, avec l'accord du Conseil de sécurité, la présentation du présent rapport afin qu'il porte sur tous les faits nouveaux survenus au cours de cette période.

5. Le 27 avril 1978, le représentant permanent du Royaume-Uni m'a communiqué des renseignements sur les consultations qui s'étaient déroulées entre la Puissance administrante et les parties intéressées. Avant de récapituler les résultats de ces consultations, il est nécessaire de décrire brièvement quelques-uns des événements connexes qui se sont produits avant l'adoption de la résolution 423 (1978) par le Conseil de sécurité.

6. Selon les renseignements fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni, ce dernier, de concert avec le Gouvernement des Etats-Unis, avait, au début de mars 1978, invité toutes les parties intéressées à se réunir à New York afin d'élargir les domaines d'accord entre les parties intéressées et d'arrêter un mécanisme acceptable pour réaliser les objectifs communs. Le Gouvernement du Royaume-Uni, se fondant sur des déclarations émanant du Patriotic Front of Zimbabwe et les déclarations publiques faites par les parties de Salisbury, croyait que tous les intéressés étaient d'accord sur certains objectifs communs, dont l'accès à l'indépendance du Zimbabwe en 1978 et l'élection d'un Parlement sur la base du suffrage universel et dans des conditions qui assureraient des élections libres et loyales. La Puissance administrante avait affirmé sans équivoque qu'aucune des parties invitées à la réunion ne serait obligée de faire au préalable des concessions par rapport à ses positions antérieures. Néanmoins, j'ai été informé que la réaction initiale à cette invitation des parties intéressées avait été décevante.

7. Parallèlement aux efforts renouvelés déployés par le Royaume-Uni pour la reprise des consultations, une réunion à laquelle ont assisté les Présidents du Botswana, du Mozambique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie, ainsi que les dirigeants du Patriotic Front, s'est tenue à Dar es-Salam les 25 et 26 mars 1978. A l'issue de la réunion, les participants ont invité les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis à "convoquer, dans les plus brefs délais, une réunion afin de donner suite à ce qui avait été convenu à Malte". Cette phrase faisait allusion aux réunions que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Owen, qui était accompagné du représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies, de l'Ambassadeur Andrew Young, et du Commissaire résident britannique désigné pour la Rhodésie du Sud, lord Carver, avait tenues à Malte avec MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe entre le 30 janvier et le 1er février 1978. Mon représentant, le général Prem Chand a également assisté aux entretiens de Malte.

8. Par la suite, lors d'une réunion tenue à Lagos le 3 avril 1978 et à laquelle ont assisté le Secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, le Haut Commissaire du Royaume-Uni à Lagos, des représentants des cinq Etats de première ligne et M. Mugabe, il a été convenu de tenir une réunion telle que celle qu'avaient proposée les dirigeants africains en prélude à une réunion de toutes les parties intéressées.

9. Dans le prolongement des consultations engagées en mars par le Royaume-Uni et les Etats-Unis, des hauts fonctionnaires gouvernementaux de ces deux pays ont tenu des réunions préparatoires début avril avec les dirigeants du Patriotic Front, à Maputo, et avec les représentants des autres parties, à Salisbury.

10. Après ces réunions, MM. Owen et Vance ont rencontré les dirigeants du Patriotic Front à Dar es-Salam, les 14 et 15 avril. Ils se sont également entretenus avec le Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Julius Nyerere. Mon représentant, le général Prem Chand, et des représentants des Gouvernements de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie ont assisté aux entretiens avec les dirigeants du Patriotic Front.

11. Le 15 avril 1978, à l'issue des entretiens de Dar es-Salam, a été publié le communiqué commun dont le texte suit :

"1. La Conférence de Malte entre le Patriotic Front et les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis s'est poursuivie à Dar es-Salam les 14 et 15 avril 1978. Les parties ont remercié le président Nyerere et le Gouvernement tanzanien de leur aimable hospitalité.

2. Les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis étaient conduites respectivement par M. David Owen, secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, et M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, tandis que la délégation du Patriotic Front était dirigée par le président Robert Mugabe et M. Joshua Nkomo. Le général Prem Chand, représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a également assisté à cette conférence.

3. Des représentants de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, du Nigéria, de la Tanzanie et de la Zambie étaient également présents en qualité d'observateur.

4. La Conférence, qui avait pour objet d'examiner les questions militaires et les questions connexes découlant des propositions anglo-américaines, s'est déroulée dans une atmosphère de franchise et de gravité.

5. Les Secrétaires d'Etat des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont réitéré les propositions faites par leurs gouvernements. Au cours des discussions, les dirigeants du Patriotic Front ont fait un certain nombre de propositions en vue de parvenir à un règlement dans le cadre des principes qui inspiraient les propositions anglo-américaines. Les Secrétaires d'Etat des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont pris note de ces propositions qui, à leur avis, modifiaient de façon fondamentale le plan anglo-américain et devraient, par conséquent, être négociées. Des progrès ont été faits et un large accord s'est dégagé sur certains points importants.

6. Il a été convenu de tenir une autre conférence aussitôt que possible."

12. Le Gouvernement britannique m'a fait savoir que le Patriotic Front, tout en réservant sa position sur un certain nombre de points importants à négocier, s'était déclaré disposé à participer à la table ronde proposée. Le 17 avril, MM. Owen et Vance se sont rendus à Salisbury où ils se sont entretenus avec M. Ian Smith, l'évêque Muzorewa, M. Sithole et le chef Chirau. L'objet de cette visite était essentiellement de trouver un terrain d'entente en vue de la table ronde proposée. A l'issue de cette réunion, les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont été informés que leur proposition serait étudiée avec sérieux. Par la suite, le 25 avril, les parties de Salisbury ont annoncé qu'une réunion rassemblant toutes les parties semblait être vouée à un échec certain, mais sans préciser qu'elles n'y participeraient pas.

13. J'ai appris que les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont déclaré que, pour leur part, ils poursuivraient leurs contacts avec toutes les parties afin de mieux préciser les questions qui pourraient être examinées lors d'une réunion de toutes les parties et accroître ainsi les chances de succès d'une telle réunion. J'ai également été informé que l'intention déclarée des Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis demeurerait de poursuivre la recherche d'un règlement négocié sur la base des principes énoncés dans leurs propositions. Dans ce contexte, ces deux gouvernements ont décidé de charger deux hauts fonctionnaires de mener à bien les préparatifs de la table ronde.

14. Le Royaume-Uni, ainsi que les Etats-Unis, ont déclaré que, s'il le fallait, ils demanderaient au Secrétaire général de prêter ses bons offices. A cet égard, les deux gouvernements ont jugé utile que mon représentant, le général Prem Chand, ait pu participer à nombre des entretiens qui ont eu lieu sur la question.
